

Marché de travaux

FR-26-17

**DEMOLITION DE BATIMENTS ET CONSTRUCTION DE 4
MAIONS NEUVES ET REHABILITATION D'UNE MAISON
EXISTANTE EN 5 LOGEMENTS 75/77 RUE PAUL
VAILLANT COUTURIER 51100 REIMS**



REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Mardi 7 avril 2026 à 12H00

Sommaire

1.	Objet du marché.....	3
1.1.	Décomposition du marché	3
1.2.	Délai d'exécution.....	3
2.	Organisation de la consultation.....	3
2.1.	Procédure de passation.....	3
2.2.	Liste des documents constituant le dossier de consultation	3
2.3.	Variantes.....	4
2.4.	Options	4
2.5.	Visite sur site obligatoire	4
2.6.	Modification de détail au dossier de consultation.....	4
2.7.	Délais de validité des offres.....	4
3.	Mode de dévolution - Forme juridique de l'attributaire.....	4
4.	Retrait du dossier.....	5
5.	Présentation des candidatures et des offres.....	5
6.	Jugement des offres et attribution du marché.....	7
6.1.	Jugement des offres.....	7
6.2.	Attribution du marché	8
7.	Conditions d'envoi et de remise des plis.....	8
	<i>Conditions de la dématérialisation :</i>	8
	<i>Formats :</i>	9
	<i>Modalités d'envoi des propositions dématérialisées :</i>	9
	<i>Virus :</i>	9
	<i>Signature :</i>	9
	<i>Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer :</i>	9
	<i>Copie de sauvegarde :</i>	9
	<i>Assistance :</i>	10
8.	Renseignements complémentaires	10
9.	Voies de recours	11
10.	Annexe.....	11

Identification du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : LE FOYER REMOIS, Société Anonyme d'HLM (SIREN : 335 581 211)

Adresse : 8, rue Lanson - CS 10029 - 51722 REIMS CEDEX

1. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la sélection des entreprises pour la réalisation de travaux portant la démolition de bâtiments et construction de quatre maisons neuves et la réhabilitation d'une maison existante en cinq logements sur un ensemble immobilier sis 75/77 rue Paul Vaillant Couturier à REIMS (51100) pour le compte de la SA HLM LE FOYER REMOIS.

1.1. Décomposition du marché

Le présent marché se compose des sept (7) lots suivants :

N° du lot	Intitulé du lot
lot 01	ESPACES EXTERIEURS-VRD
lot 02	GROS-ŒUVRE/ démolitions
lot 03	CHARPENTE BOIS
lot 04	COUVERTURE BARDAGE
lot 05	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIES
lot 06	MENUISERIES INTERIEURES -CLOISONS -DOUBLAGE
lot 07	PLOMBERIE CVC
lot 08	ELECTRICITE CFO-CFA
lot 09	FINITIONS (PEINTURE - CARRELAGE FAIENCE)
lot 10	RAVALEMENT

1.2. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est de **dix-huit (18) mois** dont **deux (2) mois de préparation** de chantier, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation

La consultation est réalisée selon une procédure adaptée ouverte conformément aux articles L.2123-1 et suivants et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique, avec la possibilité de négocier avec un ou l'ensemble des candidats.

2.2. Liste des documents constituant le dossier de consultation

Les documents transmis à chaque prestataire sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Les Décompositions des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) annexées à l'AE ;
- Le Cahier des Clauses Administratives (CCA) et ses annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le présent Règlement de Consultation (RC) et son annexe.

2.3. Variantes

Les candidats sont autorisés à présenter une variante dans leur offre. Les variantes doivent à minima respecter mes exigences techniques du CCTP.

Dans tous les cas, les candidats sont tenus de présenter une offre répondant à la consultation de base. Ainsi, le candidat qui souhaite proposer une variante doit présenter :

- Une offre de base ;
- Une offre variantée.

2.4. Options

Aucune option n'est prévue dans le cadre du marché objet de la présente consultation.

2.5. Visite sur site obligatoire

Une visite sur site est obligatoire dans le cadre de la présente consultation :

La visite aura lieu :

Date et heure	Le mercredi 25 février 2026 à 14 heures
Lieu	75/77 rue Paul Vaillant Couturier à Reims (51100)

Les candidats devront s'organiser pour se rendre à cette visite – Aucune autre visite ne sera organisée.

2.6. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

3. MODE DE DEVOLUTION – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Le présent marché sera conclu soit en entreprise individuelle, soit en entreprises groupées.

Il est interdit de présenter pour le présent marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou en tant que membre de plusieurs groupements.

Dans le cas d'un groupement, la décomposition chiffrée entre cotraitants, par éléments de mission, sera fournie obligatoirement.

4. RETRAIT DU DOSSIER

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

En complément aux modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence le cas échéant, via le site internet : <https://www.marches-securises.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats suivants pour faciliter le téléchargement :

- Fichiers compressés au standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg,
- Le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique afin de permettre le suivi des correspondances électroniques et ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions, réponses aux questions des candidats ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A l'appui de leur lettre de candidature, chaque candidat, ou membre de l'équipe candidate aura à produire un certain nombre de pièces. Ces pièces doivent être rédigées en langue française, datées et signées par les candidats et organisées comme ci-dessous.

Un premier sous-dossier comprenant les éléments nécessaires à la sélection des candidatures, avec les pièces administratives suivantes :

Lettre de candidature : Le candidat fournit une lettre de candidature signée (DC1 ou équivalent).

Déclaration : Le candidat produit sa déclaration et fournit les justificatifs demandés (DC2 ou équivalent).

Déclaration sur l'honneur : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner.

Engagement : Le candidat produit les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement.

K-bis : Le candidat fournit un extrait K-bis de moins de 3 mois.

Attestation sociale : Le candidat fournit une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Attestation de régularité fiscale : le candidat fournit une attestation de régularité fiscale.

Redressement judiciaire : Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.

Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Attestation d'assurance de responsabilité décennale : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance de responsabilité décennale.

Certificats de qualifications professionnelles : Le pouvoir adjudicateur précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Certificat QUALIBAT : pour la recevabilité de sa candidature, le candidat devra spécifiquement fournir un certificat de qualification professionnelle QUALIBAT ou équivalent en cours de validité à la date limite de remise des offres.
- Certificat de qualification RGE : pour la recevabilité de sa candidature, le candidat devra spécifiquement fournir un certificat de qualification professionnelle RGE ou équivalent en cours de validité à la date limite de remise des offres.
- Pour le lot n°8 : Électricité CFA/CFO : Certificat QUALIFELEC : pour la recevabilité de sa candidature, le candidat devra spécifiquement fournir un certificat de qualification professionnelle QUALIFELEC ou équivalent en cours de validité à la date limite de remise des offres.

Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Liste des moyens techniques : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Références de prestations similaires : Présentation d'une liste des prestations exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.

Protection des données personnelles (annexe au présent règlement de consultation) : Attestation sur l'honneur à compléter (modèle joint en annexe) et communication de la politique de protection des données, ou en l'absence de politique, au minimum une description précise des mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre pour assurer la sécurité et la confidentialité des données

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit, il devra produire les pièces visées ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

Un second sous-dossier comprenant les éléments nécessaires au choix de l'offre, avec :

- L'Acte d'Engagement (AE) à compléter, à dater et à signer ;
- Les Décompositions des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) annexées à l'AE ;
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, et permettant l'évaluation de la valeur technique de son offre selon les critères indiqués ci-dessous.

6. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

- **Montant total de l'offre : 60 points ;**
- **Valeur technique de l'offre : 40 points.**

Le critère « Valeur technique de l'offre » sera analysé sur la base des critères suivants :

Sous-critères	Points
Planning d'intervention	15
Préparation et organisation d'un chantier	10
Moyens humains, matériels affectés au chantier	5
Mesures pour la sécurité en général	5
Provenance des principales fournitures et matériaux mise en œuvre dont fiches techniques	5
TOTAL :	40

6.2. Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale.

Le candidat devra produire également, en application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2-2°.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Les candidats transmettent par voie électronique leur candidature et leur offre, via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>. Tout pli papier sera refusé.

Conditions de la dématérialisation :

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception des candidatures et des offres correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Formats :

Pour les documents exigés par le pouvoir adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont : PDF, le cas échéant les BPU, DQE et DPGF peuvent être retournés en format XLS ou XLSX.

Si le candidat souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le pouvoir adjudicateur, alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI...).

Modalités d'envoi des propositions dématérialisées :

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Virus :

Il est ici rappelé, qu'il appartient au candidat de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Signature :

La signature électronique n'est pas exigée. Le marché sera, in fine, signé avec le candidat attributaire sous forme manuscrite.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer :

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par le pouvoir adjudicateur.

Copie de sauvegarde :

Il est ici rappelé que les candidats conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD...).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du candidat qui peut décider ou non de l'exercer.

L'enveloppe d'envoi doit comporter les mentions suivantes :

LE FOYER REMOIS – Pôle secrétariat général – 8, rue Lanson – CS 10029 – 51722 REIMS CEDEX

Candidature/Offre pour la consultation : FR-26-17 : « DEMOLITION DE BATIMENTS ET CONSTRUCTION DE 4 MAISONS NEUVES ET REHABILITATION D'UNE MAISON EXISTANTE EN 5 LOGEMENTS 75/77 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER 51100 REIMS »

Lot n° : _____

Raison sociale de l'entreprise : _____

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Assistance :

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr>, une assistance technique est à la disposition des soumissionnaires au numéro suivant : 04 92 90 93 27.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite.

Si cette demande concerne la compréhension générale du dossier, susceptible d'intéresser toutes les entreprises candidates, elle doit être déposée directement sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr> dans l'onglet « Questions/Réponses » de la consultation.

Pour une demande plus particulière, de portée individuelle, elle peut être transmise aux interlocuteurs désignés ci-dessous.

Renseignements administratifs :

LE FOYER REMOIS – Mme Pénélope DEBETHUNE – 8, rue Lanson – CS 10029 – 51722 REIMS CEDEX
Tel : 03 26 84 36 26 – Courriel : p.debethune@foyer-remoiss.fr

Renseignements techniques :

LE FOYER REMOIS – M. Soufiane ABDICHE – 8, rue Lanson – CS 10029 – 51722 REIMS CEDEX
Tél. : 06.07.04.80.26 – Courriel : s.abdiche@foyer-remoiss.fr

En tout état de cause, les questions susceptibles d'intéresser les candidats potentiels doivent être posées sur le profil acheteur de la société Le Foyer Rémois de la plateforme <https://www.marches-securises.fr>.

Dans tous les cas, les éventuelles questions et/ou demandes de précisions des candidats devront être transmises au plus tard sept (7) jours avant la date fixée pour la réception des offres.

Une réponse sera adressée au plus tard cinq (5) jours avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif.

9. VOIES DE RECOURS

Tribunal judiciaire de Lille
13, avenue du Peuple Belge
59000 LILLE

10. ANNEXE

Annexe n°1 – Attestation sur l'honneur relative à la protection des données.